

3 mai 2016 | Point presse de l'USS au sujet des votations du 5 juin 29016

## Service public : le 5 juin, 2XNON !

Intervention de Maria Bernasconi, secrétaire générale de l'APC et ancienne conseillère nationale  
*La parole prononcée fait foi.*

Dans les services publics, un programme d'austérité chasse l'autre. Ici c'est une prestation qui est remise en question, là, les salaires sont gelés, et plus loin encore on privatise. A la Confédération on parle même de licenciements. Car, et pour des raisons purement idéologiques, l'Etat doit être « light » ! C'est ce que nous disent les managers qui s'en mettent plein les poches. Et la droite qui leur est dévoué y répond plus vite que son ombre tout en offrant de nouveaux cadeaux aux nantis.

Et comme si ces attaques ne suffisaient pas, c'est au tour des associations des automobilistes de s'y mettre. Elles veulent priver la Confédération de 1,5 milliards de francs pour consacrer cette somme aux seules routes. C'est l'initiative « Vache à lait ».

S'y ajoutent certains milieux de consommateurs (sans la Fédération romande des consommateurs par ailleurs) qui veulent que les entreprises publiques n'aient plus le droit de faire des bénéfices avec le service universel. Contrairement à son titre trompeur « En faveur du service public », l'initiative affaiblirait le service public en restreignant la marge de manœuvre de ces entreprises et surtout, priverait la Confédération de millions de recettes, actuellement 800 millions. Conséquence : un programme d'économies supplémentaire qui toucherait notamment les dépenses non liées à des lois comme la formation et la recherche, la santé, le personnel fédéral (8% de tout le budget de la Confédération), l'agriculture et l'armée. Mais n'oublions pas que ces deux derniers domaines ont des lobbies plus forts que les étudiants, les familles et les malades !

Ces pertes d'environ 2 milliards de francs ne sont pas seulement inacceptables pour le personnel de la Confédération qui serait le premier à en souffrir mais également du point de vue de toute la population y compris les milieux économiques qui en paieraient les frais.

Car n'oublions pas : seul un service public fort, un Etat garant des libertés et de la justice, peuvent assurer à la Suisse une place économique compétitive, un pôle d'innovation et de développement... et beaucoup de bonheur à ses habitant-e-s!

Il s'agit d'une évidence, corroborée par de nombreuses études. Pourtant, la richesse créée par la fonction publique est souvent sous-évaluée. Et les mesures d'austérité prévues risquent fort de mettre à mal le service public. Savez-vous que la quote-part de l'Etat de la Suisse est la moins élevée du monde ? En effet, la relation entre les dépenses de l'Etat et le PIB est de 31,5% pour la Suisse, de 49,5% pour les pays de l'UE, de 38,9% pour les USA et de 42,8% pour le Japon<sup>1</sup> Le service public est donc très efficace en Suisse !

**«La Suisse est une des nations les plus compétitives au monde.»**

Stabilité politique et liens étroits avec les marchés étrangers, capacité d'innovation et technologies, infrastructures hors pairs sont autant d'arguments qui parlent pour l'économie suisse et qui la placent dans les premiers rangs du « GLOBAL competitiveness index du WEF ». Un résultat rendu possible par un service public fort. Que serait l'économie suisse sans nos diplomates pour négocier les accords bilatéraux avec nos voisins, sans un système ferroviaire et routier performant, sans une main d'œuvre instruite et hautement qualifiée ?

**«La Suisse est régulièrement citée parmi les pays les plus innovants au monde.»**

Les institutions publiques cultivent un terreau propice à l'excellence de la recherche et au succès de l'innovation, la matière première la plus précieuse de notre pays. Elles veillent notamment à la qualité de la formation à tous les niveaux. Quatre universités suisses figurent parmi les 100 meilleures universités au monde: l'EPFZ de Zurich, l'EPFL de Lausanne et les Universités de Genève et Zurich<sup>2</sup>. Mais déjà actuellement, les mesures d'économies se font sentir dans ce domaine : Agroscope va licencier 14 scientifiques de haut grade juste pour faire des économies, un gâchis pour la recherche en matière agricole et pour la sécurité alimentaire.

**« La population suisse est la plus heureuse du monde. »**

C'est ce qui ressort de l'édition 2015 du World Happiness Report, lancé par l'ONU. Une confiance d'abord dans les institutions politiques et par là-même dans les administrations qui les soutiennent. Ensuite, la qualité de vie, grâce à notre système social et de santé, la sécurité mais aussi des perspectives d'emplois pour les jeunes autrement meilleures qu'ailleurs sont autant de facteurs essentiels pour le bien-être des Suisses.

La baisse des revenus comme conséquence de ces deux initiatives affecterait donc fortement ce service public au service de toute la population suisse. Disons donc avec conviction NON à ces deux initiatives !

---

<sup>1</sup> Indicateurs des finances publiques, comparaison internationale 2013, OFS, encyclopédie statistique de la Suisse, 2015

<sup>2</sup> Source: <http://www.sbf.admin.ch/themen/01367/index.html?lang=fr>